



# **ISLAM : PERSPECTIVES ET REALITES**

## **L'islam est-il compatible avec la laïcité?**

**Mémoire de géopolitique**

**du Capitaine de Frégate Laurent LEBRETON**

**dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique sur l'Islam"**

**Directeur : Professeur Mustapha BENCHENANE  
de l'Université Lyon III**

Avril 2001

## **L'ISLAM EST-IL COMPATIBLE AVEC LA LAÏCITE ?**

### **Sommaire**

#### **Partie I :**

#### **Etats des lieux du monde musulman: la religion et l'Etat**

Islam dans la sphère géopolitique

Les rapports Religion-Politique dans les Etats musulmans

La coexistence Religion-Etat: une interrogation récente

#### **Partie II :**

#### **Les différentes approches de la Laïcité face à l'islam**

Les définitions :De la séparation à la neutralité

La laïcité occidentale de la Turquie

Les deux approches :Universalisme et Singularisme

Indistinction entre politique et religieux: Des solutions

#### **Partie III :**

#### **L'enjeu majeur de la laïcité: la modernité et la scène internationale**

Réalités et défis du monde contemporain

Les facteurs déterminants du monde musulman

Laïcité et modernité

## **Table des matières**

Page	
Introduction	1
<b>Partie I : Etat des lieux du monde musulman:la religion et l'Etat</b>	<b>2</b>
1.1 L'islam dans la sphère géopolitique:	2
1.11 Le Sunnisme	2
1.12 les islams minoritaires: le Chiisme et l'Ibadisme	3
1.2 Les rapports religion-Etat dans les Etats musulmans :Constat délicat!	4
1.2 1 Existe-t-il un Etat musulman générique?	5
1.2 2 Les constitutions des Etats musulmans et la religion	9
1.3 La coexistence Religion- Etat :Une interrogation récente,à double tranchant.	10
<b>Partie II : Les différentes approches de la laïcité face à l'Islam</b>	<b>12</b>
2.1 Les définitions de la laïcité:de la Séparation à la Neutralité	12
2.11 La séparation de l'Etat et des religions	12
2.12 La neutralité	13
2.2 Analyse d'un cas d'école: la laïcité occidentale de la Turquie	14
2.3 Les deux approches :Universalisme et Singularisme	15
2.31 L'approche universaliste	15
2.32 L'approche singulariste	16
2.4 L'indistinction entre politique et religieux:Des solutions	17
2.41 Le retour au message initial	19
2.42 La liberté Intellectuelle	20
<b>Partie III : L'enjeu majeur de la laïcité : La modernité et la place des Etats musulmans sur la scène internationale</b>	<b>22</b>
3.1 Les réalités et les défis du Monde contemporains	22
3.2 Les facteurs déterminants du Monde musulmans	24
3.21 Des sociétés " en difficulté": les mauvais records!	24
3.22 Les aspects d'un certain sous-développement.	25
3.3 Laïcité et modernité	29
3.31 Les liens entre laïcité et modernité	29
3.32 Laïcité et islamisme :un enjeux social et culturel	30
Conclusion	33
<b>Annexe A</b> : Carte : Les grandes lignes de partage de l'Islam	
<b>Annexe B</b> :Carte: Les démocraties en Islam	

## **Introduction**

La montée récente et rapide de l'extrémisme islamique dans de nombreux pays et Etats musulmans du globe, nous amène à nous demander si les Etats dits « musulmans » ou « islamiques » ne présentent pas des incompatibilités avec des modèles de sociétés dites laïques. En effet, ces Etats répartis sur tous les continents se trouvent au coeur de foyers crisogènes tant au niveau politique qu'économique ( Golfe Persique, Moyen Orient, Maghreb etc).Le concept de laïcité est une grille d'analyse de la vie politique, sociale , caractéristique de la majeure partie des pays occidentaux ,modernes et non musulmans.

En effet ces pays dits « musulmans » générateurs d' instabilités, s'étendent et interagissent avec le cours du développement économique, culturel et politique des pays occidentaux.

Les Etats musulmans veulent et doivent avoir leur place dans la modernité. A l'heure de la mondialisation ils se rendent compte d' un écart intellectuel et social avec les pays occidentaux, que la flambée de l'extrémisme islamique ne fait que creuser. Ce phénomène effraie les autres nations , et freine toute coopération en créant une diabolisation du « Péril vert ».

Aussi est-il raisonnable de s'interroger sur la compatibilité de la Laïcité avec l'Islam. Après l'analyse de différentes approches de la notion de « laïcité »mais également des interactions entre religion et politique dans les Etats musulmans , nous verrons qu'il est possible dans ces sociétés de faire cohabiter cette religion, avec une vie sociétale indépendante partiellement, ou totalement, de celle-ci, grâce à une grille d'analyse laïque.

Pour ce faire , tout d'abord seule une prise de conscience des musulmans et des dirigeants des Etats dits Musulmans sera nécessaire pour remettre en question ces rapports Islam-Constitution , en autorisant la liberté intellectuelle .

Ensuite, nous nous apercevons que l'enjeu de la laïcité aujourd'hui est fondamentalement l'accès à la modernité.

Or, comme pour toute remise en cause profonde d'un héritage culturel d'une société, il faut accepter une démarche progressive du processus. Enfin, les pays occidentaux doivent participer à cette démarche, en évitant d'imposer une vision dramatique et négative du monde musulman, pour promouvoir les richesses véritables de l'Islam.

Afin de démontrer cette thèse, premièrement nous mettrons en lumière les difficultés des rapports entre religion et Etat, voire société dans ces pays , intimement liées aux diversités de structures des Etats Musulmans

Deuxièmement, une analyse des différentes approches occidentales de la laïcité permettra de mettre en exergue les outils et le périmètre d'application possibles de ces principes dans le

respect compatible de l'islam, sans en négliger ses richesses et ses fondements vitaux pour ces sociétés.

Enfin , nous constaterons que cette laïcité n'est applicable que par une démarche volontaire de liberté intellectuelle , mais surtout que c'est l'enjeu essentiel de ces sociétés pour trouver leur place au sein de la mondialisation par l'exploitation et le partage de leurs richesses intellectuelles , humaines transcendées par un Islam vrai et non déformé.

## **1 Etat des lieux du monde musulman : la religion et l'Etat**

### **1.1 L'Islam dans la sphère géopolitique :**

Pour pouvoir ébaucher une réponse à notre interrogation , il est nécessaire de faire un tour d'horizon sur les grandes écoles de l'islam, mais aussi leurs répartitions contemporaines sur le globe pour porter un regard géopolitique.

Il y a d'un côté, le « Sunnisme » ou l'islam dit « majoritaire » et de l'autre les islams dits minoritaires le « Chiisme » et l' « Ibadisme ».

#### **1.1.1 Le sunnisme et ses quatre tendances:**

C'est la plus importante des doctrines. Ses partisans la présentent comme celle de la Sunna et de l'union communautaire, l'Umma. Ils revendiquent la notion d'orthodoxie et s'opposent aux chiites et aux autres sectes de l'islam par le rôle qu'ils accordent à la communauté et à sa tradition. Tradition à laquelle ils recourent pour compléter l'enseignement du Coran et des haddiths , comme bases de la loi .En réalité cette école ne forme pas un bloc uniforme car elles présentent quatre pensées.

#### **Le Hanbalisme ou « wahhabisme traditionnaliste »**

Cette tendance littéraliste et traditionnaliste , créé au 9 ème siècle sous l'Irak abasside , a décliné sous la conquête Ottomane au 16 ème siècle, a repris un nouvel essor avec le wahhabisme au 17 ème siècle, en Arabie Saoudite.

Les traits forts de ce courant, sont la toute puissance de Dieu dans le Bien et le Mal, la prédétermination, le caractère incréé de la parole divine et l'obéissance inconditionnelle au chef de la communauté religieuse.

#### **Le Chaféisme ou l'« Introduction du raisonnement. »**

Cette école introduit dans la pratique de la religion le raisonnement logique et le principe de l'analogie pour faire des déductions à partir des textes fondamentaux . Elle défend

l'équilibre entre le Coran et la Sunna. Aujourd'hui elle caractérise l'Islam en Indonésie , en Asie du sud-est, et aussi en Afrique Noire orientale.

### **Le Hanafisme ou la « théologie rationalisante »**

Peu rigoriste, cette école prône l'usage de la réflexion personnelle et une certaine souplesse dans l'interprétation des textes .L'école hanafite s'illustre par l'école turque. Elle est aussi répandue en Syrie, et en Inde, pour ce qui concerne les plus grands pays.

### **Le Malikisme :**

Il s'appuie sur une pratique médinoise jugée supérieure aux haddiths. Elle fait montre au Maghreb, en Afrique centrale,occidentale,et orientale.

Ces différentes écoles modèlent l'échiquier des croyances sunnites, mais il ne faut pas négliger le soufisme , qui est un mouvement mystique . Né très tôt dans le monde musulman, il prétend unir l'homme à Dieu . Il se caractérise par une forme de renoncement aux biens du monde , comme une volonté de recherche de l'extase qui est proche de la vie ermitique connue dans d'autres religions( catholicisme et bouddhisme). Des formes persistantes sont observées aujourd'hui en Afrique et en Inde.

## **1.1.2 Les islams minoritaires : Le chiisme et l'ibadisme.**

Ces deux branches de l'Islam sont en désaccord avec les sunnites, sur l'interprétation et l'expression du corps unitaire de la doctrine islamique.

### **1.1.2.1 L'Ibadisme :**

Cette école se réclame du Kharidjisme , doctrine des partisans d'ALI, qui abandonnèrent ce dernier en 657 dans un contexte de conflit entre les Alides et les Muawiya –les sunnites- à la suite de la décision d'accepter un arbitrage politique sans s'attacher à défendre par les armes ses droits au califat. Pour eux, seul Dieu peut trancher sur une question de légitimité. Ces adeptes doivent appliquer le Coran à la lettre et en cas d'entorse aux règles , ils sont exclus puis normalement exécutés. Les ibadites sont plus modérés et en cas de récidive ne font qu'exclure, tout contrevenant au Coran.

On les trouve en Algérie, Tunisie ,en Libye en Oman et sur quelques points de la côte orientale africaine.

### **1.1.2.2 Le chiisme :**

Ses adeptes inscrivent leur foi dans la succession de ceux qui refusèrent d'admettre la légitimité des califes issues des dynasties omeyyades et abbasides .Ils réservèrent alors la direction de la communauté musulmane à ALI et à ses descendants , les Alides ou imams alides. L'enjeu du chiisme est tout d'abord politique avant d'être doctrinal. C'est après la fracture politique que les trois doctrines philosophico-théologiques sont élaborées.

Le plus important est Le chiisme duodécimain , ensuite nous avons le Zaydisme, et enfin l'ismaélisme. De surcroît, ces trois branches comptent parmi elles ,certaines formes de chiisme extrémistes- GHÛLAT-, car ils divinisent les imams. On peut citer chez les duodécimains ,les noseris, et chez les ismaélien, les nizaris , les druzes.

Cette pluralité de doctrines ,et le poids démographique et la localisation de ces chiites sur le globe forment un fait géopolitique majeur du monde musulman. En effet, sur les quelques un milliard et deux cents millions de musulmans, 88 % sont sunnites et seulement 12 % sont chiites. Ces derniers duodécimains en majorité, sont essentiellement localisés au sud Liban, au Pakistan ,au Tadjikistan , en Irak et aux Emirats du Golfe. Mais la localisation majeure se situe en Iran et autour du Golfe Arabo-persique, grenier mondial pétrolifère.(70 % de la population chiite est en effet massée autour des deux rives )

Quelques chiffres : Sud de l'Irak : 50 % de la population totale , Arabie Saoudite 2,5 % de sa population, Bahrein en compte 350000 , le Qatar 50000 et les EAU 300 000.

La carte de l'annexe A jointe , matérialise parfaitement cette réalité de l'échiquier de l'Islam.

Ce tour d'horizon rapide des différentes écoles sensibilise sur les antagonismes théologiques latents qui remuent les musulmans .Sous un angle occidental , ces querelles théologiques ne devraient rester que dans un domaine purement « privé ».Mais non , comme nous allons voir , les Etats de ces pays , leurs constitutions l'Islam sont intimement lié à l'Islam comme un véritable fil directeur immuable.

## **1.2 Les rapports Religion - Politique dans les Etats musulmans :Constat délicat !!**

Pour bien appréhender ce point central de notre étude, il est souhaitable de se poser la question de l'existence effective de la notion d' Etat musulman.

### **1.2.1 Existe-t-il un Etat musulman générique ?:**

L'Etat musulman est – il singulier ou peut il être conjugué au pluriel ? Pourrait-on définir une sorte de référence, pour se prononcer sur la compatibilité entre Islam et laïcité

Cette question est fondamentale pour le monde musulman .A priori , la multitude n'a pas de raison d'être en Islam , dans une certaine pensée musulmane. En effet la communauté musulmane ou l' « UMMA » est une et indivisible. Elle est unie de manière trans-frontalière , trans –temporelle autour du message du Prophète, l'Islam.

Officiellement, c'est la division ou du moins une telle différenciation qui est consommée.

C'est la multitude qui prévaut , de manière officielle et quotidienne car qu'il a été mis officiellement fin, en 1924 , au régime du califat qui symbolisait l'unité de cette UMMA , beaucoup plus d'ailleurs qu'il n'en exprimait l'intégration politique. Il n'y a plus lieu de parler de l'Etat musulman mais plutôt, des « Etats musulmans » , qui se représentent ou sont représentés comme tels.

Pour être plus précis ,il y a des états qui se réclament de l'Islam. Ces états, faute de pouvoir s'unir autour de ce qui est constant « le message du Prophète » tentent de coordonner , leurs efforts autour de variables politiques .Cette volonté se traduit entres autres par la création d'organisation internationale fédératrice .A ce titre, l'OCI ,Organisation de la Conférence Islamique est un exemple intéressant de recherche d'identité et d'unité , qui mérite que l'on s'y penche.Au delà de l'introuvable singulier et de l'incontournable pluriel, c'est la qualification de l'Etat musulman qui pose problème.

Dans cette optique, balayons le champ d'interrogations possibles pour le définir.

Etat musulman : Quand ? Pourquoi ? Comment ? Lequel ? Qu'en résulte –t –il ?

Etats musulmans ?Est-ce l'Etat qui affirme à travers sa dénomination officielle son caractère musulman (République islamique d'Iran, de Mauritanie , des Comores, du Pakistan) ?

Est-ce l'Etat qui se qualifie constitutionnellement comme tel ( Maroc, Arabie Saoudite et bien d'autres encore) ?

Est-ce l'Etat dont la population ou la majorité de la population ou un pourcentage de celle-ci se réclame de l'islam?

Ou plus encore serait-ce l'Etat héritier de la « civilisation musulmane » ou se réclamant du « patrimoine musulman » ?

Face aux interactions grandissantes entre ces pays , il semble indiscutable que le paysage qu'offre aujourd'hui, l'espace musulman est fonction de celui qui l'observe, et de l'intérêt qu'il y a à l'observer.

Les horizons de l'Islam peuvent conquérir des contrées bien différentes.

En définitive , toute définition conceptuelle de l'Etat Musulman est non réaliste et même arbitraire dans un certain sens.

Il n'y a pas ,d'essence de l'Etat musulman mais en revanche,Y- a –t-il une existence réelle de l'Etat musulman ?

En se référant à la réalité politique interne et internationale , il est possible de faire un premier constat suivant ,quitte à l'ajuster par la suite :

« Les Etats musulmans seraient les états membres d'une organisation internationale se réclamant de l'Islam » .

Prenons ,comme exemple cité ci-dessus, l'organisation de la conférence islamique ou l'OCI, fondée autour des deux buts majeurs suivants :

- 1- la Consolidation de la solidarité islamique ,
- 2- le Soutien de la lutte de tous les peuples islamiques en vue de sauvegarder leur dignité, leur indépendance et leurs droits nationaux.

La proclamation de la Mecque de 1981 ,sur la base de laquelle l'OCI avait été créée , affirme ,après avoir dénoncé les idéologies importées, la ferme conviction selon laquelle « *les problèmes du monde islamique ne peuvent être résolus que dans le cadre de l'idéologie islamique* ». Le préambule de la charte de l'OCI exprime ,quant à lui , le souci des états signataires de « *préserver les valeurs spirituelles , morales , sociales et économiques de l'Islam qui constituent un important facteur de progrès des hommes* » (1)

Mais si l'on passe en revue la liste des Etats membres de cette organisation , il y a d'une part les états fondateurs et d'autre part les non fondateurs .

Les **Etats fondateurs** sont ceux dont les chefs d'états ou de gouvernements avaient participé au sommet Islamique de RABAT en 1969 .A l'époque, les critères d'invitation étaient les Etats dont la population était constituée au moins de 20 % de musulmans .Aux Etats représentés sont venus s'ajouter plus tard ceux qui avaient participé aux réunions des ministres des affaires étrangères tenues à DJEDDA et à Karachi en 1970 et qui par voie de conséquence avaient alors signé la charte de l'OCI.

---

(1) AMOR Abelfattah « constitutions et religion dans les Etats musulmans »-thèse université de Toulouse –www.univ-tlou1.fr

Les autres dits « **non fondateurs** » sont ceux qui obéissaient aux critères numériques d'adhésion.

Cependant les critères d'adhésion ne semblent pas être d'une grande clarté, et la charte ne définit pas finalement ce qu'est un Etat islamique. En revanche, si la pratique n'a pas permis de clarifier la question, elle permet de dégager trois critères de sélection ou de répartition : les critères quantitatif, constitutionnel et personnel.

**a)Le critère quantitatif :**

L'Etat musulman est l'Etat pour lequel 50 % de la population est musulmane. De ce point de vue, 42 états du monde seraient musulmans. Certains états n'ont pas été considérés pour autant musulman bien que remplissant cette condition numérique.

Illustrons ce cas par deux exemples : Nigeria et Ethiopie.

**b)Le critère constitutionnel :**

Est Etat musulman, tout Etat qualifié comme tel par sa constitution, ou bien musulman, tout état dont l'Islam est constitutionnellement, la religion d'Etat ou la religion de l'Etat. Ce critère n'a pas toujours été appliqué. En effet, des Etats dont les constitutions ne font pas référence à l'Islam, soit qui se proclament franchement laïcs, ou qui établissent la séparation entre religion et l'état, sont membres de l'OCI.

Exemples : Turquie, Sénégal, Niger, et le Burkina Faso.

**c) Le critère personnel :** d'importance relative, il a été retenu par l'OCI pour répondre aux sollicitations particulières venant d'Etats ne remplissant pas les deux conditions suscitées.

Citons trois exemples : Ouganda, Gabon, Cameroun.

Finalement, il n'y a ni conception, ni pratique cohérente susceptible de permettre une définition acceptable de l'Etat musulman au travers de ces trois critères.

En effet, sur le plan quantitatif, il est difficile de placer dans la même catégorie des Etats dont la population est constituée presque totalement de musulmans, comme l'Arabie Saoudite, la Tunisie, le Maroc et, des Etats où la population est nettement minoritaire (Cameroun 22%, Gabon 2%). Il faut également ajouter des micro Etats, membres de l'OCI et des Etats où vivent des millions de musulmans comme, l'Inde et la Chine qui paradoxalement n'en font pas partie.

Egalement, sur le plan constitutionnel, les différences entre les Etats membres sont considérables. Certains semblent adhérer à un Islam militant au point d'être souvent exposés à l'intolérance.

Prenons le cas de l'Arabie Saoudite : le statut fondamental du pouvoir établi le 1<sup>er</sup> mars 92 ,qui tient lieu de constitution ,énonce que le « *Royaume d'Arabie Saoudite est un Etat arabe et islamique , totalement souverain dont la religion est l'Islam , la constitution le livre d'Allah et la Sunna de son prophète* ».

Citons également, l'Iran pour qui, la constitution est fondée sur des considérations strictement religieuses au point que rien n'échappe à la religion. Quant au Pakistan, il énonce de manière claire le cadre musulman dans lequel évolue la société et l'Etat.

Enfin, on trouve des Etats ,considérés musulmans qui se réclament franchement de la laïcité ou du sécularisme ou qui affichent une certaine tiédeur vis à vis de l'Islam.

La **Turquie** est un exemple , puisque figure dans sa constitution « *the republic of turkey is a democratic , secular and social state* »

Au **Niger**, 90 % de la population est musulmane , la constitution du 26 décembre 1992 fait la séparation de l'état et de la religion un principe fondamental.

Le **Sénégal**, dont la population est à 85 % musulmane , est un Etat dont la constitution énonce dans son article premier que « *la république du Sénégal est laïque* ».

La constitution du **Burkina Faso** qui date de 1991 , n'établit aucun lien entre l'état et la religion et proclame avec force , la liberté de croyance et de non croyance , de conscience et d'opinion religieuse, en partant du constat que 47 % de sa population est musulmane .

En **Syrie** , la constitution se limite à indiquer que le chef de l'Etat est de religion musulmane.

La constitution **tunisienne** de 1959, expose que la Tunisie est un état dont la religion est l'Islam et que le président de la république doit être musulman .

Au total , beaucoup de différences, caractérisent ces Etats membres de l'OCI. Il n'y a pas possibilité de définir une plate-forme élémentaire de l'Etat musulman. Sans porter, d'appréciations qualitatives , il paraît raisonnable de dire que la notion d'Etat musulman semble s'appliquer , principalement aux Etats qui, au delà , de la croyance , donnent à l'Islam un contenu militant et en font , par voie de conséquence une idéologie. En effet, l'actualité illustre indiscutablement un usage, théologiquement politique de l'Islam dans des pays comme l'Arabie saoudite , l'Iran , le Pakistan, l'Afghanistan, ou le Soudan même si l'Afrique subsaharienne ne semble pas être tentée par le militantisme musulman.

En fait le monde musulman est multiforme car la réalité qu'offre l'OCI est inévitable parce qu'elle traduit deux caractères immuables : la variabilité , la diversité . Mais, ce constat ne

doit pas obérer ses richesses qu'il faut analyser, comparer de manière positive, pour mieux les exploiter. Il y a tout simplement existence d'Etats musulmans. nous L'intérêt est de comprendre les rapports réels entre d'un côté ce qui fait preuve de loi dans un Etat , la Constitution et de l'autre la religion, l'Islam .

### **1.2.2 Les constitutions des Etats musulmans et la Religion :**

Cette pluralité d'Etats sont régis par des constitutions, règlement général qui n'est pas toujours acceptée sans nuance .Elle n'est pas toujours la loi des lois , tellement est imposant le poids du passé , mais surtout celui de la religion .Il y a toujours eu des rapports tendus notamment entre l'idée de constitution et l'Islam. Cette tension ,de degrés variables est fonction des circonstances de temps et de lieu.

L'attitude de la contre révolution que l'histoire de France a connue, trouve des échos dans les Etats musulmans .En effet, le raisonnement est toujours aussi simple et radical : une vérité énoncée par la religion ne peut être découverte , et encore moins contestée par la Raison .Il en découle une subordination de la Raison à la Religion.

En d'autres termes, il ne peut y avoir de prescriptions constitutionnelles ou plus généralement de prescriptions juridiques en dehors du cadre fixé par la religion.

Le problème de la constitution des Etats musulmans se pose souvent dans les mêmes termes que ceux auxquels avait été confrontés la Révolution française deux siècles plus tôt.Les attitudes des Etats musulmans ne sont pas uniformes, mais ils ont tendance à converger vers la prévalence de ce qui est « transmis » ( *al manqul*) sur le Raisonnable (*al ma'qul* ).

Un des problèmes fondamentaux est , la cohérence d'ensemble des interactions entre constitution et religion. Trois attitudes caractérisent ces liens.

La première traduit l'**hostilité absolue** de l'idéologie religieuse à la notion de constitution. Cette attitude véhicule une antinomie entre constitution et religion. Elle se résume dans un slogan lancé par les frères musulmans et aujourd'hui par de nombreux groupes religieux extrémistes à travers le monde musulman.« *Pas de constitution autre que la Coran* ».

La constitution d'Arabie saoudite , est l'application parfaite de cette règle .

La seconde attitude est celle de **subordination de la constitution à la religion**. La constitution n'est pas la loi des lois , mais elle n'a pas de suprématie par rapport à la religion.

L'Iran applique dans sa constitution cette règle . Les règles juridiques du pays sont soumises aux normes islamiques avec un droit de veto du conseil des savants.

Enfin, la troisième attitude est celle de l'**instrumentalisation de la constitution**. Elle consiste à intégrer le dogme dans la constitution pour que l'Etat se trouve engagé par la religion et

que la légitimité de ses gouvernants ne soit pas en rupture avec la religion : Islam religion d'état, Islam religion de l'état ,shar'ia source unique ou principale ou simple source d'inspiration de législation , sont des formules souvent utilisées afin d'assurer l'instrumentalisation de la constitution., avec des degrés variables – à des fins religieuses.

La constitution devient un instrument d'expression d'une politique religieuse voire une déformation d'une idéologie religieuse.

En tout état de cause , la plupart des constitutions des Etats musulmans établissent des liens étroits entre constitution et Islam .Ces interactions se créent et vivent avec une intensité de degrés différents ,avec une portée et des effets secondaires tout aussi variables

Il résulte de cette diversité des situations que, les rapports entre constitution et religion doivent être recherchés dans les constitutions écrites mais également en dehors d'elles dans la mesure du possible. C'est dans l'amplitude et l'intensité de cette extension que réside aujourd'hui la problématique de ce que l'on peut nommer du terme générique de Laïcité ,dans les Etats, pays et sociétés musulmanes ou islamiques.

### **1. 3 La coexistence Religion -Etat : Une interrogation récente, à double tranchant.**

Certains spécialistes comme le professeur Jacques ROBERT estiment qu'une religion présuppose une **croissance** , un **culte** et si possible un **clergé** plus ou moins **hiérarchisé**. Il faut noter que la notion de clergé ,au vrai sens du terme n'est pas vérifiable en Islam. On peut décrire la religion comme tendant à donner un sens à la vie et à prescrire la ligne de conduite à suivre en conséquence.

On notera que la détermination des rapports entre constitution et religion dans les constitutions des Etats musulmans ne peut être limitée au simple énoncé religieux au niveau de la constitution , mais qu'elle va au- delà pour intégrer les conséquences de cet énoncé tant au niveau de l'individu qu'au niveau de la collectivité.

Or , par delà les références formelles , symboliques et les considérations de légitimation politique fondée sur la religion , la question cardinale demeure de savoir, quelle est la présentation idéologique et quels sont les intérêts partisans qui sous-tendent les rapports entre la constitution et la religion dans les Etats musulmans .

Historiquement , l'imbrication du religieux , du politique et du juridique en terre d'Islam était telle qu'il n'y avait pas lieu de se poser la question de leurs rapports puisque , en dernière

analyse , le politique et le juridique n'avaient aucune autonomie propre et que toute distinction dans ce domaine était très souvent de portée limitée voire même insignifiante.

Ce n'est qu'à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, et sous l'effet de la pénétration des idées européennes dans le monde musulman , que des questions commençaient à être posées .Celles ci devenaient de plus en plus pressantes au fur et à mesure que se développaient des réclamations européennes concernant la protection des non musulmans en terre d'Islam et parfois de manière implicite à la propagation du christianisme.Les rapports entre constitution et religion n'avaient de l'intérêt dans les déclarations et constitutions que dans la mesure où ils donnaient un éclairage sur la condition des non musulmans.

Il en a été ainsi, en Tunisie relativement aussi bien au pacte fondamental de 1857 qui était une déclaration de droits qu'à la constitution de 1861. Il en a été ainsi en Egypte à l'occasion des progrès réalisés en 1848 et en 1866 sur la voie du parlementarisme.

L'empire Ottoman dans son ensemble s'était fait l'écho de ce phénomène , notamment à l'occasion des réformes politiques et constitutionnelles qu'il a réalisées spécialement en 1839 , 1856 et 1876.Le grand tournant a eu lieu à la suite de la dislocation de l'empire ottoman et de l'abolition , en **1924** , du régime du califat .

Depuis, la tension entre religion et constitution , entre laïcité et engagement religieux, entre Islam ouvert et Islam clos n'a cessé de se manifester , au point qu'aujourd'hui elle semble être d'une intensité particulièrement forte tant à ***l'échelle internationale*** qu'à ***l'échelle interne***.

A **l'échelle internationale**, l'expression des courants se réclamant du socialisme et le développement des idées sous-tendues par l'athéisme ou par le non-croyance religieuse , avaient favorisé l'émergence beaucoup plus d'un mouvement de réaction et de résistance que l'éveil de l'islam.

A titre d'exemple l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 , conjugué avec l'établissement au cœur même du monde musulman d'un état- le Yémen du sud- se réclamant franchement du marxisme conduira au renforcement de l'alliance islamique initié à partir du sommet islamique de Rabat en 1969.Nous pourrions également analyser les conséquence de la proclamation de la République Islamique en Iran.

Quelques soient les appréciations , il demeure établi que la « donnée islamique » a pris plus d'importance à l'échelle internationale depuis les années 80.

A l'**échelle interne**, les idées et mouvements politiques et sociaux se réclamant de l'Islam n'ont cessé de se développer depuis les années 70 .

Tous les Etats musulmans connaissent aujourd'hui et à des degrés divers le phénomène d'extrémisme islamique. Ce processus a été favorisé par l'émergence d'une littérature islamiste très souvent démagogique , mais parfois d'une très grande qualité intellectuelle, comme c'est le cas aujourd'hui en Egypte et au Pakistan.

C'est dire toute l'importance, des questions d'ordre religieux dans les Etats musulmans et surtout des conséquences juridiques et politiques attachées à l'énoncé religieux. Il est , dès lors, normal que les rapports entre constitution et religion interpellent aussi bien l'Etat que l'individu au sein de sa société.

Dans cette première partie, l'aspect crucial du rapport entre religion et Etat , dans les pays musulmans vient d'être matérialisé .L'analyse rapide du monde musulman a démontré la diversité , la pluralité de ces Etats mais surtout les difficultés majeures voire de rejet que certains avaient face à ce que l'on pourrait appeler la laïcité des institutions de la société , formulée à travers une constitution . Même si des tentatives ont été faites , on ne peut pas conclure à une totale hostilité mais seulement à des difficultés , liées à l'approche de cette question . Cette problématique fait appel à la notion de pouvoir et vérité ou de morale et de politique .

Mais avant de tirer des conclusions définitives, il faut se replonger sur la ou les définitions possibles du terme « laïcité ».

## **2 Les différentes approches de la laïcité face à l' Islam**

### **2.1 Les définitions de la laïcité : de la Séparation à la Neutralité**

#### **2.1.1 La Séparation de l'Etat et des religions :**

Tout d'abord, la laïcité signifie la séparation totale entre l'Etat et les religions.

Cette séparation a un double aspect , car l'Etat est entièrement soustrait à l'influence de la religion et celle-ci échappe complètement à l'emprise de l'Etat.

Le véritable exemple d'une telle laïcité est fourni par les USA où il existe un véritable mur entre l'Etat et la religion. En revanche, la France malgré la loi de 1905 ne répond pas totalement à cette définition pour trois raisons .D'abord elle n'opère pas une séparation complète car elle intervient dans l'organisation des Eglises , en second lieu il ne suffit pas de

cesser de reconnaître et de salarier les cultes pour réaliser une véritable séparation. Enfin, cette loi laisse de côté d'autres aspects de la religion en dehors des cultes, en particulier les congrégations, qui restent soumises au contrôle de l'état ?

Cette définition de la laïcité a des conséquences pour l'Etat mais aussi pour la Religion, car l'un et l'autre sont favorisés par leurs séparations et peuvent surtout se développer librement. C'est, une fois dégagé de toute influence religieuse que l'Etat peut accéder à la modernité politique. De même, c'est quand la religion est indépendante de l'Etat qu'elle peut exister et agir librement et s'épanouir.

La séparation se fait ainsi par rapport à l'Etat et non par rapport à la société.

Si la religion est écartée de l'Etat, elle a tout naturellement sa place dans la société, qui n'est pas laïque à proprement parler. A ce sujet, on commet souvent une confusion regrettable. En effet, la laïcité consiste à faire passer la religion de la « sphère publique » à la « sphère privée ».

On en déduit alors que la religion est seulement une affaire personnelle et qu'elle ne concerne que la vie privée. En conséquence, elle ne doit pas intervenir dans la vie sociale. Mais ce raisonnement est faux. En référence à leurs sens juridiques propres, la sphère « publique » signifie ce qui se rapporte à l'ETAT, et la sphère « privée » ce qui se rapporte à la société civile. Dire que la religion relève de la sphère privée signifie qu'elle échappe au domaine public de l'Etat mais qu'elle peut exister et agir librement dans la société.

La religion n'est donc pas réduite à sa dimension intérieure et individuelle : elle a donc un caractère extérieur et social.

Enfin la séparation impliquée par la laïcité, n'empêche pas l'Etat d'avoir des rapports avec les religions et leurs représentants soit dans un cadre national soit dans un cadre international.

### **2.1.2 La neutralité :**

La laïcité peut aussi se définir comme la neutralité stricte de l'Etat en matière religieuse.

Cette neutralité implique que l'Etat ne professe ou ne privilégie aucune religion particulière, qu'il ne se prononce pas en matière religieuse et enfin qu'il n'apporte aucune aide aux religions.

Alors que la séparation est nécessairement réciproque, la neutralité ne concerne directement que l'Etat et n'affecte la religion que par voie de conséquence. L'Etat est neutre à l'égard de la religion mais celle-ci dispose de sa liberté dans la société.

Cette conception de la laïcité tend à s'imposer en Europe depuis un demi siècle.

et notamment en France (réf : l'article 2 de la constitution de 1958).

Or cette définition de la laïcité peut conduire à élargir cette notion. En effet, l'Etat peut être neutre non seulement à l'égard des religions mais aussi en matière philosophique , idéologique et même éthique. Il ne peut davantage prôner une morale déterminée d'inspiration religieuse ou non., pas même une morale laïque. Car en fait tous les individus doivent rester libres en ce domaine.

Enfin, la neutralité n'empêche pas l'Etat de défendre et de promouvoir des valeurs communes comme celle de la république française ( liberté ,égalité ,fraternité, démocratie) .

Il peut aussi prendre position sur des problèmes qui ont des incidences morales ou mêmes religieuses ( avortement, bioéthique, euthanasie etc) .Dans ce cas , il ne s'agit pas de soutenir ou d'imposer une morale particulière , mais d'adopter sous forme de lois , des dispositions pratiques nécessaires à l'ensemble de la société , tout en respectant la liberté de chacun.

Ces deux définitions traditionnelles de la laïcité ne sont destinés à être appliqués stricto sensu , mais ont comme intérêt majeur de cerner au plus près les notions de sphère privée et publique. Ils mettent en exergue également les interactions fortes et nécessaires entre les trois composantes d'un pays : Etat- société - religions pour en faire un tryptique nécessaire pour l'équilibre, donc pour une meilleure stabilité.

## **2.2 Analyse d'un cas d'école : la Laïcité occidentale de la Turquie**

Dans tous les ouvrages qui traitent de laïcité et d'Islam , l'exemple de la Turquie est toujours cité .Mais alors pour quelles raisons les autres pays relevant de cette tradition n'ont ils pas pris exemples sur lui. Analysons rapidement le processus déployés par Mustapha Kemal pour aboutir à sa république laïque .

A la fin de la première Guerre Mondiale , les Turcs perdent tout leur empire, leur religion et leur patrie. On assiste à un sursaut intellectuel qui va pousser ce pays vers le principe d'Etat-Nation . Le grand acteur est Mustapha Kemal , il s'était ainsi fixé deux objectifs : deislamiser l'Etat et imposer une transformation sociale sans concession ni négociation . Cet élan était autonome, et n'était pas comme on le verra plus tard dans certains pays, un mouvement de réaction à la colonisation..

La traduction de la laïcité pour ATATURK était de faire passer ce pays d'une emprise spirituelle de l'Islam forte et ancestrale, à une instrumentalité.

On entend par là une laïcité sur tous les plans , par la suppression du sultanat et du califat et La proclamation d'une république laïque. Les grandes lignes d'actions étaient les suivantes  
Sur le plan social : la charia est remplacée par des codes occidentaux , la polygamie est supprimée, la femme en tant que membre de la société est réhabilitée.

Sur le plan culturel, Kemal provoque en adoptant un alphabet occidental, et un calendrier de ce type également. On a assisté à un cas unique dans lequel la religion, en l'occurrence l'Islam en tant que force politique a été entièrement démantelée. Cette formule de laïcité manifeste une intransigeance voire un irrespect de la religion et aucun désir de coexistence pacifique.

Le kémalisme a certes montré qu'un pays musulman pouvait vivre en société sans unique référence sociale et politique à l'Islam mais qu'une profonde erreur d'approche de l'impact de l'Islam comme force intellectuelle et spirituelle. Cette force intérieure n'a pas été appréhendée à sa juste valeur et intégrée dans ce projet politique. En effet Mustapha Kemal voulait réduire une religion de cette envergure à un simple agglomérat de croyance, coupé du monde réel. Cette attitude a été perçue comme étant antireligieuse. Kemal voulait faire une réinterprétation de l'Islam dans un esprit nationalisant, de façon à concilier les exigences d'une société sécularisée et les croyances religieuses pour faire ressortir l'essence raisonnable que l'Islam était supposé contenir..

On a assisté à une religion nationale qui a nié l'idée de l'UMMA.

A ce jour, on s'est aperçu que l'identité nationale en Turquie s'est développée au détriment de l'Islam et non avec lui, pour pouvoir s'en dégager et le mettre au ban de la société. Les conséquences immédiates et profondes ont été et sont aujourd'hui la progression d'un extrémisme religieux d'opposition qui déstabilise cette société moderne qui a su rentrer dans le concert des nations de la mondialisation. Mais une cicatrice religieuse n'est pas fermée.

### **2.3 Les deux approches : Universalisme et Singularisme**

Doit-on penser le singulier ou faut-il garder une approche globale ou « universaliste » de ces rapports religion pays, société ou laïcité pour pouvoir les appliquer dans des sociétés baignées et imprégnées de religiosité sociale.

#### **2.3.1 l'approche universaliste.**

Partagé et défendu par certains dont un célèbre iranien DARYUSH SHAYEGAN (2), l'universalisme consiste à penser que ses propres valeurs et ses modèles d'organisation sont valables pour tous les hommes. Aujourd'hui les défenseurs de la mondialisation sont des adeptes de cette approche. La pensée européenne n'a guère changée depuis 25 siècles.

---

(2) SHAYEGAN « Nous sommes tous des migrants, nous traversons les cultures »-Libération-27/2801 2000

Les grecs de l'antiquité , dans l'Athènes de Périclès , prônaient déjà des valeurs de démocratie et de liberté , de justice et de bien public .Le christianisme , la philosophie des droits , le marxisme et l'idéologie des droits de l'homme sont autant de messages d'espoir universel que l'occident aurait vocation à exporter vers tous les peuples. Ce sentiment repose sur l'idée d' égalité entre les hommes dans le temps et l'espace. Mais l'ethnocentrisme n'est pas l'apanage de l'occident , en effet l'Islam vaut pour l'humanité entière .Les sultans ottomans , héritiers de Rome ne se croyaient pas moins le centre du monde que Louis XIV ou l'empereur de Chine ,l'Empire du milieu.

A compter du 15 ème siècle la technique moderne , tout en étant liée dans ses origines à une conception particulière du monde , elle est devenue universelle dans ses effets . Nous revendiquons , nous occidentaux, les sciences modernes comme nôtres et croyons qu'elles sont développées indépendamment de nos croyances , de nos convictions , de notre vision du monde , autant dire indépendamment du milieu qui les a vu naître.En d'autres termes l'Occident se prévaut de ce que sa science pour lui devenue la science soit produit universel , la technique pour opposer son regard comme vrai.

De facto, il existe une modernité unique à laquelle l'islam devra s'adapter comme le judaïsme et le christianisme l'ont fait .Mais ceci n'est pas totalement correct .En effet la tentation est toujours forte de considérer les sociétés à partir de référents communs ou d'une analyse globale du changement historiques. Dans cette approche il faudrait penser global parce que l'universalité est là et que l'on veuille ou non l'islam est confronté à un monde déjà unifié , de forces pour d'autres et que la mondialisation phénomène galopant de nos sociétés ne fait que confirmer la nécessité et l'issue inéluctable.

### **2.3.2 L 'approche singulariste :**

Une seconde approche plus compréhensive , et plus nuancée peut être à la vision de la laïcité vis à vis de tel ou tel manière de vivre et de penser.

Le code culturel islamique est avant tout moniste , i.e exprime une aspiration profonde de l'unité , renvoyant à l'idée d'un dieu unique .Ce dernier façonne les choses de l'univers et organise seul son destin. Le monde n'est ordonné que par l'effet de son action et de sa révélation : aucune place n'est laissée à une division des tâches ou à l'idée d'intercession ou de pouvoir intermédiaire. La philosophie est d'aborder le code culturel islamique de manière comparatiste.

En effet, il faut considérer que les pratiques sociales sont pourvues d'une double dimension , l'une qui serait universelle , puis une autre dite particulière , et toute la difficulté réside dans le fait de bien les distinguer.

Il faut en effet distinguer, d'une part les facteurs d'universalité dans le processus d'évolution, d'adaptation au monde moderne ( urbanisation, mobilisation sociale , formation de l'opinion publique , établissement d'une relation moderne entre gouvernants et gouvernés , la construction d'une économie de type industrielle) et , d'autre part des traits singuliers les éléments spécifiques qui viennent nuancer , voire peser sur la dynamique de modernisation.

Mais, il faut saisir les histoires et les cultures dans leurs interconnexions d'autant que le système international est fortement marqué par un flux d'import/export de biens politiques qui ne sont pas uniquement matériels.

La vraie question de la compatibilité de l'islam avec la laïcité, pourrait se poser en ces termes : Il faut voir ce qui peut être importé et ce qui ne peut pas l'être et de s'interroger sur le destin exact de ce qui va être importé ?.

Voilà peut être en quelques mots la problématique des difficultés rencontrées dans les rapports entre religion et Etats islamiques.

L'importation occidentale a créé un système politique néopatrimonial. Nous avons vu au sein des systèmes politiques du monde musulman naître un modèle hybride car faits de tractations et de compromis entre le produit importé brut et les éléments constitutifs de la culture , de l'économie et de la structure sociale et de l'histoire des sociétés musulmanes.

.En effet il faut bien distinguer ce qui est du domaine de penser qui est « universel » et de ce qui est « pratiquer » ie d'imposer cette idée . La Turquie en est une illustration flagrante.

#### **2.4 L'Indistinction entre politique et religieux : des solutions**

Un autre problème de cette laïcité dans les sociétés musulmanes est que ces pays vivent aujourd'hui une phase d'indistinction entre politique et religieux .Phénomène , que je le rappelle , a connu le monde occidental dans une phase antérieure de son histoire.

On dit que le monde musulman n'a jamais été un monde clos .La tradition politique de la pensée musulmane admet un double secteur de responsabilité entre hommes de pouvoir à qui sont dévolues les taches politiques et administratives et hommes de religion , chargés des affaires religieuses .Le rapport entre les deux secteurs se réduit à l'intervention des ulémas pour corriger le pouvoir politique et bien diriger les autorités.

La loi , inspirée du coran , impose toujours une limite à l'action du dirigeant politique qui n'est donc jamais un souverain absolu.

Il faut bien voir que cette division est théorisée et pratiquée dès le 3<sup>ème</sup> siècle après l'occultation du 12<sup>ème</sup> IMAM, tant dans la tradition sunnite que chiite, ce que l'on appelle « la grande tradition ».

Donc l'extrémisme chiite et sunnite dans leur action ne sont pas conformes à la grande tradition. Or le problème est que depuis 1920 on assiste à une dérive de ce type dans l'islam officiel lui-même les trois D (Din (religion), Dunga (morale), Dawla (l'état)).

Tout comme le christianisme, l'islam est une religion intramondaine, c'est à dire qui voit le salut à l'intérieur de la société et a un point de vue global sur la société.

Mais dans l'Islam, le pouvoir politique en lui-même n'a rien à voir avec Dieu. Pour les musulmans, le temps de la prophétie est révolu. Mahomet était un chef de guerre et un législateur mais tout ceci est fini, contrairement aux chrétiens.

En effet pour ces derniers, l'esprit saint est descendu et a entraîné la résurrection. Ce concept de résurrection n'existe pas dans l'Islam. L'islam est en ce sens peut être plus laïque que le christianisme contrairement à ce que l'on dit. En effet on s'aperçoit que toute la problématique se situe au niveau de la légitimité.

En effet la tradition pour les musulmans, la Sunna d'Allah dans le Coran et celle du prophète durant sa vie (pratique attestée par les haddiths) sont les principes fondamentaux à partir desquels se justifie toute démarche légitime au regard de celle-ci.

Aucune valeur individuelle et sociale n'est légitime si elle ne se rattache pas à ces deux principes fondamentaux.

La politique des dirigeants de ce bas monde relève de la nécessité. D'où les contestations contre les explications qui ne cessent d'invoquer le discours de légitimité qui appartient du texte divin et des actes du prophète.

La situation ne demeurera ainsi tant que les sociétés, les pratiques et l'imaginaire resteront dans l'état. Dans le monde musulman, l'état n'est pas autonome au point d'être producteur de sa légitimité, exception faite peut être avec le kéralisme. La dynamique politique des sociétés musulmanes va toujours vers un éclatement entre la scène officielle et la scène légitime.

N'ayant jamais été capté par le politique, le légitime tend à se créer à l'extérieur, à mesure que le politique est contesté ou affaibli. Une exception connue est celle de IBN KHALDUN (1332-1406) a dit que l'on avait pas besoin d'une loi révélée pour faire de la politique et même une bonne politique. En effet cette référence a été utilisée par ATATURK en 1924 pour établir sa légitimité totale.

### **2.4.1 Le retour au message initial du prophète**

Il paraît intéressant de faire appel à un des grands spécialistes reconnus le professeur Jacques BERQUE pour approfondir la vision de la laïcité et son rapport possible avec l'islam.

En fait, il établit bien la différence entre laïcisme et laïcité qui fait que l'on interprète et on utilise plutôt le terme laïcisme par rapport à la notion de laïcité.

Il y a en fait en gros trois manières d'aborder la notion de laïcité dans la pratique . La première qui se définit comme un total agnosticisme envers les rapports liant l'homme au cosmique. On contourne ou on ajourne l'affirmation religieuse sans l'exclure ni la combattre , non plus d'ailleurs pour l'assumer.

La seconde est l'option positiviste ou matérialiste prônant le contre pied du spiritualisme voire même de toute la métaphysique.

La troisième est la dévolution des responsabilités étendues dans la société civile dans la gestion d'elle même sans qu'intervienne une autorité religieuse ( cas de l'église) ni qu'il soit directement fait référence à des préceptes religieux.(cas de la république française et de nombreux états).

Les schémas de réactions face à cette laïcité sont résumés dans la notion de peur.

En Europe , on a assisté à une déchristianisation car on trouve les évolutions fâcheuses .En Orient, les musulmans redoutent pour leurs propres sociétés , les effets nocifs d'une desilamisation due aux contagions de l'occident.

Pour les musulmans , il faut rétablir la loi religieuse comme source principale au constitutionnel , au pénal et au civil en réaction salutaire à la détérioration morale et à la perte d'identité collective. Or les changements constatés et subits tiennent à la complexité croissante de la vie et à l'effacement des réelles formes de solidarité.

On constate aussi le rôle des institutions et magistratures dans la cité musulmane qui ménage au profit des citoyens et justiciables une marge considérable d'initiative et d'option.

Cette liberté d'action de chacun entraîne une dérive car aucune injonction limitative n'est clairement affichée, par absence d'autorité religieuse unique comme le pape l'est pour les catholiques. Ainsi suivant les écoles ,on arrive à des solutions divergentes ( IKHTILAF) entre lesquelles jouera le choix des juges ( ikhtiyar) et au bilan celui des consciences .

Pour remettre en ordre et pallier ces divergences , Jacques BERQUE dit :

*« C'est par un retour à son propre message que l'Islam nous paraît avoir le plus de chances de contribuer à la tâche conjointe qui s'impose de nos jours à toutes les civilisations d'un monde sommé de secouer ses paresse et ses injustices »(3)*

Cette approche réitère l'impérieuse nécessité pour les musulmans de se référer au spirituel, à l'islam pour le pilotage ou la gestion de leurs sociétés. Mais l'élément essentiel mis en lumière , fondamental pour notre étude c'est le principe d'acceptation de remise en question .

#### **2.4.2 La liberté intellectuelle**

Un deuxième spécialiste Mohamed ARKOUN aborde la problème différemment et de manière complémentaire .Il faut voir que la laïcité triomphante en Occident est une certaine forme de laïcité et une certaine forme de sécularisation née dans le contexte de la lutte entre la bourgeoisie montante et l'église catholique.

Cette expérience occidentale démontre que les idées nouvelles ne peuvent naître et triompher qu'en répondant aux attentes de classes sociales suffisamment puissantes et homogènes. Or en terre d'Islam , on constate une absence totale de classes sociales équivalentes. Ceci explique selon lui le triomphe de l'orthodoxie rigide à partir du 20 ème siècle et les échecs successifs des grands penseurs réformistes .On assiste à un phénomène contingent lié à une conjonction historique particulière et non à un phénomène inhérent à la religion .ARKOUN affirme que :

*« La théorie selon laquelle l'Islam en tant que DIN ( religion) et communauté temporelle a Assumé conjointement , sans rupture , les contenus et les fonctions de Din et Dawla , n'a jamais trouvé son application parfaite . » (4)*

Pour bien s'en rendre compte , il faut sans aucune retenue et avec clareté analyser les expansions de l'Islam dans la vie quotidienne des peuples .Il y a en fait autant d'islam qu'il y a de groupes ethno-culturels. Plus l'état islamique était stable ; plus il parvenait à élargir le domaine de la charia. Lorsqu'il s'affaiblissait , changeait d'assise sociale ou coupait ses relations avec les grandes métropoles , la compétition entre la charia et le sens pratique aux composantes sans cesse récurrentes , s'exerçait au profit de ce dernier.

Aussi faut-il libérer la recherche intellectuelle et laisser parler la société.

Mais dans ce point il faut bien distinguer laïcisme , qui s'exprime comme étant un militantisme sectaire qui consiste à refuser tout intérêt à la religion , de laïcité .

---

(3) (4) (5) SANTUCCI « islam et laïcité –perplexités françaises » p 65 in BODZEMIR « Islam et Laïcité » Edition l'harmattan

Pour ce penseur il faut retenir sa version de la laïcité :

*« Une attitude philosophique de l'esprit devant les problèmes de la connaissances y compris la connaissance religieuse , donnée concrète de l'expérience humaine en tant que dimension psychologique contribuant à structurer l'imaginaire social »( 5)*

Pour analyser les sociétés musulmanes , il faut s'inspirer de cette définition de la laïcité et la rapprocher de la notion de modernité intellectuelle..

En effet dans les pays musulmans , la modernité est réduite à ses aspects matériels .

On assiste parfois à un engouement pour les produits les plus extravagants de la société de consommation tout en assistant à un refus voire même la répression des moindres indices de la modernité intellectuelle.

Certains de ces pays, fous de technologie moderne, restent hostiles aux enseignements de la pensée moderne au nom d'un soit disant legs culturels TURATH.

Mais on ne peut pas entretenir un lien vivant avec le legs culturel si l'on assume pas totalement sa modernité et inversement on ne peut pas contribuer de façon originale à penser la modernité quand on continue à confondre legs culturels historiques et legs culturels mythologiques . Les musulmans doivent porter un nouveau regard sur les legs culturels qui ne soit pas un regard apologétique et se contente de s'extasier devant sa richesse au moment ou la distance entre la pensée islamique et la pensée occidentale s'accroît au même rythme que la distance économique du 20 eme siècle.

Pour réduire cette distance , il faut s'appropriier le savoir moderne qui ne se réduit pas à la consommation passive des produits du savoir.

La libération de l'esprit et son engagement irréversible dans la quête des mystères constitue l'atout de la civilisation moderne .Le renfermement de la raison islamique dans l'orthodoxie et la domination des idéologies inhibitives constituent l'obstacle majeur devant le déploiement d'une pensée libre et libératrice dans le monde de l'islam.

Ces deux avis de spécialistes développés , par leurs différences de grille d'analyse mettent le doigt sur **l'aspect social du problème** relevant de l'Islam et surtout la **nécessaire remise en question qui est fruit de fécondité et de progrès**

Dans cette deuxième partie ;le terrain d'application de la laïcité, c'est à dire celui qui distingue les sphères publique et privée a été délimité. Il n'y a pas incompatibilité entre laïcité et islam ,mais que pour une évolution favorable ,deux processus intellectuels doivent être initiés au plus vite dans les sociétés de ces pays ou Etats.

Premièrement , une **remise en question générale** des interprétations abusives du Coran doit être déclenchée pour revenir au message initial., car l'Islam en tant que tel est éthiquement essentiel pour ces sociétés. Deuxièmement une démarche volontaire des élites intellectuelles ,politiques et sociales de ces Etats doit aboutir à l'instauration de la liberté intellectuelle . Or cette prise de conscience doit être faite avec assurance donc nécessite du temps. Une précipitation pourrait être fatale comme le montre l'exemple turc.

Mais quels sont les enjeux de ce concept pour le monde musulman ?

### **3- L'enjeu majeur de la laïcité : La modernité et la place des états musulmans sur le scène internationale :**

#### **3.1 Les réalités et les défis du Monde contemporain ( 6)**

De nos jours, plusieurs phénomènes caractérisent l'évolution de notre monde et de nos sociétés ,.Nous pouvons sans être exhaustifs mettrent en lumière les plus importants .

##### **1. L'accélération de l'histoire :**

La connaissance totale mondiale double actuellement tous les 7 ou 8 ans. Un article scientifique est publié toutes les deux minutes quelque part dans le monde. Et cet engouement pour les connaissances scientifiques de tous ordre ,engendre de surcroît, une complexité croissante dans tous les domaines ;

**2- Le rétrécissement du temps et de l'espace** avec l'explosion des moyens de communication et de transport .Cet état de fait impose une réactivité et une remise en cause permanente

**3- La transition d'une société de production à une société du savoir** dans laquelle les ressources humaines deviennent plus importantes que les matières premières. Le capital n'est plus rentable sans ressources humaines, matière grise et innovation.

---

(6)-Etude présentée au symposium sur les futurs du monde Islamique-Alger -4-7 mai 1990 (« Futurs du monde islamique-Nécessités – réalités et horizons » -(www.elmandjara.org)

**4. Le rôle accru de la culture** avec un fossé important entre les pays du nord et du sud. En effet, l'aspect le plus politique et le plus déterminant dans les rapports Nord-Sud est d'ordre culturel car il concerne les valeurs ;

5-. Face à la croissance démographique et la jeunesse des population au Sud, on constate une stabilisation voire une baisse de la population, accompagnées d'un vieillissement au Nord. Retenons quelques ordres de grandeur, dans le monde musulman 50% de la population a moins de 16 ans et plus des deux tiers ont moins de 30 ans. Ce potentiel humain jeune ne doit pas être négligé donc il est impératif de l'encourager et de l'aider pour qu'il ait des perspectives d'avenir.

**6- Le rôle des technologies avancées** (informatique, télématique, robotique, intelligence artificielle, sciences de l'espace, biotechnologies, nouveaux matériaux) :

L'industrie mondiale dans ces secteurs, consacre entre 8% et 12% de son chiffre d'affaires, à la recherche, et un montant presque égal à la formation de son personnel.

Il est illusoire, aujourd'hui, de fonder l'espoir sur ce que l'on appelle le "transfert de technologie". En effet on ne pourra transférer que des produits dépassés à des prix injustifiés. Tous les jours on constate que la maîtrise des technologies est le résultat d'un travail et d'une recherche endogènes. Ce processus ne se vend pas, ne s'achète pas mais en revanche il s'acquiert par le savoir et la créativité.

**7. Le nouveau rôle prépondérant de l'information et de la communication :**

Ce nouveau secteur représente maintenant, 40% de la production industrielle mondiale et plus de 60% des emplois dans le monde industrialisé. Il y a un énorme déséquilibre entre le Nord et le Sud dans ce domaine car le premier contrôle presque 85% des activités de ce secteur avec des conséquences politiques, économiques, sociales et culturelles que chaque pays musulman mesure quotidiennement l'impact ;

**8. L'intégration économique et la constitution de grands ensembles ou « la mondialisation » en d'autres termes:** aucun ensemble économique de moins de 150 millions d'habitants ne peut se faire une place digne dans le XXIème siècle (*Grande Europe : 350 millions; Amérique du Nord : près de 300 millions ; Sud-Est Asiatique : 350 millions*).

9. La culture dans son sens large est maintenant le point presque le plus stratégique dans les rapports entre les Etats et les pays . Les problèmes que posent la communication culturelle sont les sources des conflits et crises actuelles mais aussi dans l'avenir peut être bien plus que les questions politiques ou économiques. Les Balkans en sont toujours un exemple frappant et répétitif.

### **10. L'"immatérialisation" du matériel et la "matérialisation" de l'immatériel :**

Les produits industriels requièrent de moins en moins de matières premières et de plus en plus de valeur ajoutée « la matière grise ». Un exemple de cette immatérialisation est le recours au fibre optique qui a énormément réduit la quantité de matière utilisée en comparaison avec le cuivre, miniaturisation, micro-processeurs et puces électroniques. On parle ainsi de l'immatérialisation de l'économie.

11. Le reflux du spirituel dans toutes les régions du monde était prévisible et même nécessaire compte tenu des excès du matérialisme philosophique du communisme et du matérialisme concret du capitalisme. Ce reflux a été à la base et au coeur même des mutations qu' a vécu l'Europe de l'Est. Il est également la source d'importantes secousses dans les sociétés musulmanes mais avec des populations beaucoup moins instruites et plus susceptibles d'être exploitées à d'autres fins assez éloignées de

Ce tour d'horizon rapide de quelques grands points de nos sociétés au sein du globe, met en place un cortège d'objectifs impératifs qui peuvent et doivent se fixer tous les pays qui voudraient avoir le droit d'échanger et d'exister . C'est ainsi que tous les pays musulmans doivent s' impliquer pour démontrer et faire partager leurs richesses et leur pluralisme au niveau du concert des nations

## **3.2. Les facteurs déterminants du monde musulman ( cf annexe B :les démocraties en Islam)**

### **3.2.1 Des sociétés dans leur ensemble « en difficulté» : Les mauvais records !**

Le monde musulman représente plus du 1/5 de la population de la planète et du 1/3 de celle du Tiers-Monde.

**Sur le plan mondial**, le monde musulman est le plus pauvre, le moins alphabétisé.

Il est également le plus dépendant sur le plan alimentaire, et celui dont le taux d'espérance de vie est le plus bas. Ces pays investissent le moins dans la recherche scientifique, et publient le moins de livres par tête d'habitant. Ils démontrent une des plus faible créativité et un pouvoir d'innovation presque inexistant. Dans ces sociétés, la participation de la population est plus réduite, et l'abus des libertés publiques et des droits de l'homme est des plus flagrants. On constate dans ces pays que, la femme dispose de moins de liberté, que la corruption est la plus répandue, que le taux de pertes humaines à cause de conflits internes est le plus important. Ces Etats achètent le plus d'armes par tête d'habitant et en même temps ont les dépôts à l'étranger supérieurs à leurs dettes internationales.

Voici toute une triste réalité qui doit donner à réfléchir et déclencher prise de conscience pour se préoccuper de l'avenir.

### **3.2 2. Les aspects d'un certain « sous-développement » :**

La situation dans le monde musulman est caractérisée par plusieurs aspects du sous-développement qui pourraient se résumer ainsi :

#### **Le monde musulman ne se connaît pas :**

a) On constate une absence de données économiques et socio-culturelles sur le monde islamique. Il est surprenant de constater à ce sujet que les meilleurs centres de documentation et de données se trouvent dans les pays industrialisés dont un plus grand nombre est financé par les pays musulmans. Il est une autre réalité amère qui prouve la gravité du désintéressement vis-à-vis des affaires qui concernent ces pays et l'intérêt que les autres leur accordent réside dans le fait que c'est au Vatican qu'on doit la première estimation du nombre de musulmans dans le monde publiée au début des années 1980 à la suite d'un travail qui a mobilisé 600 personnes dans 200 pays et territoires et qui a nécessité un travail de 10 ans.

b) Mais aussi par L'histoire récente du passé, nombre de ces pays est encore colonisé, **leur présent leur échappe en grande partie, et même leur futur est déjà hypothéqué par les études et les scénarios** des autres sur lesquels ces derniers se fient, sans la moindre hésitation. Leur futur risquerait à ce moment là de n'être qu'une copie **non-viable du passé des autres**. La seule amère réalité à l'heure actuelle est que le monde musulman n'est pas maître de sa propre destinée et que son indépendance

reste formelle sur beaucoup de plans. La véritable décolonisation est devant eux. Elle prendra plusieurs décennies.

c ) La grande crise dont souffre le monde islamique contemporain découle de **l'absence d'une vision claire sur les actions futures** des élites au pouvoir et l'inexistence d'une clairvoyance en raison de leur ignorance de la réalité et de ses différents courants d'une part, et de leur crainte et leur réserve vis-à-vis de toute action engagée par les couches de la société par peur de porter atteinte à leurs privilèges et de restreindre leur autorité et leur influence, d'autre part.

Il y a donc un mimétisme aveugle de tout ce qui est dicté par l'Occident, une obéissance totale aux directives des conseillers des pays protecteurs qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. On constate une absence totale de toute consultation populaire ou d'expressions collectives sur les aspirations de la société et l'inexistence de toute participation effective à l'élaboration des programmes d'actions destinés à relever les défis, réaliser les objectifs possibles et réalisables et à édifier un Etat de Droit.

En effet, les élites au pouvoir ne sont préoccupés que par les mouvements de l'opposition croyant que toute

inattention serait à l'origine de leur éloignement du pouvoir. Mais quand il s'agit de résoudre les problèmes de leurs sociétés, c'est alors l'improvisation totale avec des moyens du bord évitant ainsi toute vision globale et à long terme du futur estimant que tout changement qui pourrait intervenir sera résolu en son temps et qu'elles seraient les premières à l'entrevoir.

On entrevoit ici les facteurs déterminants de la laïcité évoqués dans notre deuxième partie.

#### **d) Le taux très élevé des analphabètes :**

Les taux d'analphabétisme dans le monde islamique sont les plus élevés dans le monde et dépassent 80% dans certains pays islamiques et, rares sont ceux qui y disposent d'un taux d'analphabétisme au-dessous de 50%. A cette situation grave s'ajoutent l'inexistence de tout programme d'alphabétisation et l'apparition d'un nouveau genre d'analphabétisme au sein des alphabètes à savoir les lavages de cerveau et leur ignorance totale de tout ce qui se passe dans leur pays et leur environnement. Il n'y aura donc aucune perspective d'un avenir meilleur pour le monde musulman sans une lutte effective contre

l'analphabétisme qui ne demande pas plus de cinq ans dans le cas d'une mobilisation des bonnes volontés et le déploiement de tous les efforts pour son éradication.

Dans une situation pareille, il est normal que les taux de scolarisation, la construction d'écoles, et d'universités, la formation de médecins et de pharmaciens, la construction d'hôpitaux, de bibliothèques et de maisons d'édition soient faibles.

#### **e) L'absence de recherche scientifique**

La recherche requiert un environnement scientifique, de solides bases éducationnelles et le droit à la libre expression des citoyens. Ces besoins sont indispensables pour l'innovation et la création -conditions essentielles pour toute recherche scientifique. Le monde islamique, malheureusement, n'accorde pas beaucoup d'intérêt à la recherche scientifique, et investit des sommes extrêmement faibles dans ce domaine. Ceci est vrai pour l'ensemble du Tiers-Monde. Il en résulte une hémorragie permanente de cerveaux créateurs attirés, d'une part, par l'importance que l'Etranger leur accorde et les possibilités qu'il leur offre, et rebutés, d'autre part, par des sociétés qui bloquent tout épanouissement scientifique.

Il est souhaitable de préciser à ce sujet, qu'il n'y aura aucune place pour la recherche scientifique, et partant, pour le progrès tant que les portes de l'Ijtihad (effort de réflexion et d'innovation dans le droit musulman) ne seront pas totalement ouvertes et qu'on n'aura pas formulé des conceptions modernes de l'Ijtihad -conceptions qui devront sauvegarder à l'Islam sa pure essence, et se débarrasser des obstacles et des entraves dressées par la réaction et qui ont enchaîné la communauté musulmane en l'emprisonnant dans le sous-développement et en la maintenant dans la décadence. Parallèlement à cela, il est nécessaire qu'une véritable pluralité politique soit instaurée et que le droit à la différence et à la multiplicité des opinions librement exprimées devienne une réalité tangible.

#### **f) Une crise des valeurs socio-culturelles de plus en plus aiguë**

La vaste majorité des responsables politiques de ces pays jouissent de peu de crédibilité. Leurs politiques économique nationale sont entachées de népotisme, d'indifférence et de grandes carences administratives.

Le transfert de montants exorbitants à l'étranger est devenu chose légitime que les accapareurs utilisent pour assurer de loin, la permanence de leur influence à l'intérieur et protéger leur

avenir contre les changements imprévus qui pourraient les surprendre. Cette panoplie peut être complétée par le trafic d'influence, l'injustice sociale, l'effondrement au sein des sociétés musulmanes de l'ordre des valeurs morales.

#### **g) Des modèles de développement importés inadaptés**

Les plans de développement ont pour point de départ l'imitation aveugle de l'Occident, ainsi que la dépendance à son égard en matière d'assistance. Il est regrettable de constater chez les planificateurs dans le monde musulman des conceptions de développement qui marginalisent le rôle de la science et de la technologie. Le développement n'est pas un programme visant seulement à répartir le revenu et assurer les services, mais le développement c'est surtout la science quand elle devient culture.

#### **h) L'absence de l'Etat de Droit et des libertés publiques**

Les pays musulmans, dans leur ensemble, sont caractérisés par la tyrannie et l'accaparement du pouvoir. L'opinion est muselée et la personne humaine étouffée.

Comment voulez-vous disposer d'un climat propice au développement de la recherche scientifique nécessaire au progrès, et à l'édification de la civilisation dans un tel environnement chargé de répression, d'atteintes aux libertés, et d'insulte à la dignité ? Le droit à la liberté d'expression, d'innovation, de création, le droit à la différence et à la liberté de diffusion des idées ne saurait être assuré que grâce au respect des droits de l'homme et au règne de l'Etat de Droit.

#### **i) Le statut des femmes :**

La médiocrité de la situation réservée à la femme dont on ne reconnaît pas de manière générale le droit important et essentiel à l'édification de la société. Ce faisant certains pays se sont condamnés à paralyser la moitié de la société dans son droit à l'épanouissement en immobilisant les énergies et les cerveaux de plus de 500 millions d'âmes. Le sous-développement qui règne aujourd'hui dans la société musulmane a, pour une grosse part, pour origine la marginalisation du rôle de la femme . Aucun espoir n'est possible pour les sociétés musulmanes sans la participation positive de la femme à qui la religion a assuré tous ses droits. Le problème est beaucoup plus d'ordre socio-culturel que religieux. Il devrait être la priorité de nos priorités, au cas où nous voudrions sérieusement assurer l'avenir de la

communauté de l'Islam, l'épanouissement de toutes les énergies et l'encouragement des initiatives pour la compréhension des problèmes actuels et futurs.

La question du statut de la femme dans la société musulmane, et plus particulièrement dans le monde arabe, pose des défis certains qui nécessitent des analyses sociales sérieuses, une autocritique ferme et un "Ijtihad" (recherche) hardi.

Ces deux paragraphes ont fait un état des lieux des défis que doit affronter le monde musulman pour garder la tête haute et s'épanouir dans le monde actuel. Avec un réalisme nécessaire nous avons découvert la pauvreté des outils intellectuels et matériels dont étaient pourvus ces pays et Etats musulmans. **Peut être n'est ce qu'une apparence ?**

Mais tout au long de ce descriptif factuel, il a été aisé de voir apparaître les manques qui obéissaient d'une certaine manière, aux outils de la Laïcité que nous avons développés précédemment. Il est évident que les défis du monde moderne sont primordiaux pour avoir sa place dans le concert des nations. Mais ce qui est peut être le plus important il faut faire en sorte de ne plus faire peur aux pays de l'occident pour attirer le respect et l'attirance en mettant en valeur ses multiples richesses humaines transcendées par la puissance spirituelle renouvelée de l'Islam .

Pour bien cerner les enjeux de la modernité reanalysons une dernière fois les liens entre Laïcité et modernité.

### **3.3 Laïcité et modernité**

#### **3.3.1 Les liens entre laïcité et modernité**

Pour comprendre le devenir de la laïcité , en tant qu'idée et pratique , dans les sociétés musulmanes contemporaines , il faut donc éviter surtout l'approche culturaliste .Cette approche suppose à tort que la laïcité est une valeur culturelle propres à certaines cultures , que les cultures n'évoluent pratiquement pas et que les organisations sociales des différentes communautés sont déterminées en grandes parties par ces cultures toujours identiques à elle même.

L' émergence du phénomène de laïcité en tant que valeur et pratique sociétale ne peuvent être saisie que dans le cadre de l'avènement de la modernité, en Orient musulman comme en Occident chrétiens.

Ainsi s'explique la présence dans le monde des conceptions et des modalités d'articulations différentes du politique et du religieux ( rapports de coopérations ,de compétition ou de conflit

ouvert) s'écalèrent les avancées et les impasses que l'on peut observer dans les processus de modernisation. Même dans les pays appartenant à la même culture et traversant les mêmes avatars de l'histoire comme les pays musulmans avec leurs combats commun pour la rénovation religieuse et contre la colonisation européenne, les processus de modernisation ne sont pas les mêmes. Ce n'est pas la place de la laïcité dans l'idéologie dominante dans la perception de la modernité qui change, en rapport avec les différentes trajectoires historiques, mais également sa sémantique. La laïcité n'a la même valeur et la même signification ni dans les différentes cultures modernes, ni chez les différents groupes sociaux. Comme le montre l'exemple de la Turquie, de l'Asie du sud-est, de l'Iran, de l'Asie centrale, de l'Afrique et du monde arabe, le devenir de la laïcité est étroitement lié aux processus particuliers de modernisation, c'est à dire aussi aux possibilités d'insertion et d'exclusion que ces processus ouvrent aux différentes parties des populations dans l'exercice réel des valeurs matérielles et morales de la modernité qui est par définition séculaire.

### **3.3.2 Laïcité et islamisme : enjeux social et culturel.**

Ainsi partout dans le monde musulman et particulièrement dans le monde arabe, l'idéologie majoritaire qui commande à la modernisation tend à reconcilier traditions locales et valeurs modernes. Mais cette idéologie tend à éviter un débat ouvert sur la question de laïcité.

Tout en s'opposant, souvent farouchement, aux interprétations conservatrices et sacralisantes de la religion, et malgré la séparation de faits des pouvoirs spirituels et temporels, cette idéologie se garde bien de parler de laïcité.

Elle mise, au contraire, sur la rénovation de l'interprétation religieuse pour renforcer la politique de modernisation et légitimer la sécularisation. Tous les aspects que la modernité occidentale plaçait sous le signe de la laïcité ont été défendus, justifiés et encouragés, ici par un discours religieux réformiste ou nationaliste.

Il s'agit d'un compromis et d'une ambiguïté entretenus pour dissimuler les tensions et tolérer la cohabitation des expressions laïques, semi laïques et anti laïques.

Cela dit la Laïcité comme représentation de la sécularisation a été un phénomène marginal, voire absent, jusqu'à une période très tardives.

Elle s'est développée essentiellement face à la montée des islamistes. L'amplification, dans les deux dernières décennies, de la contestation islamiste, parallèlement à la crise de la modernité qui sanctionne l'échec des projets de développement et de construction nationale, entraîne une mise en cause générale des politiques et des idéologies modernistes, y compris le modernisme d'origine islamique (le Réformisme).

Elle impose une révision déchirante des paradigmes dominants. Le compromis travaillé par les réformistes et plus tard par les nationalistes entre religieux et politique moderne, grâce à l'ambiguïté maintenue entre sécularisation et modernité, est de plus en plus rejeté, ouvrant automatiquement le débat classique sur la question du rapport du spirituel et du temporel..

L'enjeu de ce débat, qui surgit partout et presque en même temps dans l'ensemble du monde musulman et surtout arabe, est double.

**Il est d'abord social.** Il s'agit pour les classes moyennes relativement aisées et émancipées de préserver leur mode de vie, leurs libertés et leur confort, face aux larges couches populaires qui veulent mettre en question l'ordre établi. En revanche, dans leur opposition à cet ordre même, perçu à travers des politiques et des modes de répartitions des revenus synonymes de discrimination sociale et d'oppression politique, ces mêmes couches populaires, disparates et éclatées, trouvent dans la religion une ressource culturelle propre, susceptible d'assurer la légitimité de leur action et la base d'identification et d'unification.

**Le deuxième enjeu est global.** Il concerne l'enracinement de la modernité dans les sociétés musulmanes et arabes et par conséquent l'approfondissement du projet de modernisation entrepris il y a un siècle et demi. Cependant, cet approfondissement ne veut pas dire nécessairement généralisation des valeurs de la civilisation moderne à l'ensemble de la population. Cela peut impliquer plutôt un élargissement du fossé qui sépare, au sein d'une même société, les élites « civilisées », c'est à dire consommatrices de valeurs séculières, des larges populations exclues qui n'ont rien d'autres à consommer que leurs propres misères et frustrations mélangées aux valeurs traditionnelles abandonnées par les premières.

La place du concept de laïcité dans la pensée musulmane et arabe contemporaine est déterminée par le rôle que la religion, a joué ou a été appelé à jouer dans les trois combats qui ont marqué la naissance et la réalisation de la modernité dans les différentes sociétés :

- Combats contre l'hégémonie ou la domination étrangère
- Combats contre les systèmes archaïques et féodaux
- Combats contre les systèmes nationaux d'oppression et d'exclusion, nés des mouvements d'indépendance.

L'Islam a été à tour de rôle le premier support d'une identité nationale et communautaire face à l'agression étrangère, la source principale de légitimation des transformations sociales et, enfin, la base de l'unification d'une multitude de groupes sociaux rejetés et marginalisés, déclassés ou laissés pour compte de la modernité-modernisation.

Dans aucun des trois moments essentiels de cette histoire , la laïcité comme prise de conscience de la rupture philosophique avec la religion que constitue la modernité n' a été utilisé comme le porte drapeau du combat pour l'émancipation politique et intellectuelle. N'ayant été investie d'aucune cause ou valeur positive, elle n'a accumulé aucun crédit symbolique . Elle ne pouvait être par conséquent , productrice de sens . Mise a part un nombre très limités d'intellectuels, aucune force politique ou sociale ne mets la laïcité sur son agenda ou n'éprouve le besoin d'en faire une cause particulière.

Toutes ou presque se battent pour la démocratie , la liberté d'opinion et de conscience une meilleure justice sociale sans jamais penser que l'adhésion à la laïcité détermine ces combats ou conditionnent la victoire.

Tous les partis politiques considèrent que lier le combat pour la démocratie, au combat pour la laïcité ne peut être qu'une affaire contre productive car risquant de mettre la cause démocratique en opposition avec la croyance religieuse. Il en va de même concernant les états modernes et séculiers qui fonctionnent depuis plus d'un siècle sans référence aucune à la laïcité. Aussi l'absence d'une telle référence n'a-t-elle pas empêché les différentes élites d'appliquer tous les programmes politiques : libéraux, nationalistes ou socialistes. Ce n'est pas non plus l'absence de référence à la laïcité dans les tableaux de bord de l'intellectualisme musulman et arabe qui explique la crise des systèmes socio-politiques et les assauts qu'ils subissent de la part des mouvements

Islamistes. C'est au contraire cette crise même qui est à l'origine de la montée de la contestation sociale qui donne à l'islamisme minoritaire depuis plus d'un siècle l'occasion de revenir au devant de la scène politique et idéologique.

Mais cette crise n'est elle même qu'un dérivé de la crise de la modernité mise en évidence par un grands nombres de spécialistes contemporains.

Seulement si cette crise favorise , dans les pays du nord , la rénovation de la pensée critique sur le chemin de la reconstruction des paramètres de la modernité ou de la projection des sociétés dans la postmodernité , elle conduit dans les pays du Sud , à l'effondrement des modèles modernistes et à l'éclatement de toutes leurs contradictions , manifestes ou latentes, entraînant la crise des nouvelles institutions : Etat, nation, droit, politique, idéologie etc ; ; ;..

Le problème de la laïcité n'est pas , a vrai dire un problème religieux ou même culturel. il est , avant tout , un problème politique dans le sens ou le politique représente des règles constitutives d'un ordre sociétal fondant une communauté et une socialité.

Il ne trouvera sa résolution ni dans une nouvelle interprétation plus ou moins tolérante ou rationnelle de l'Islam, ni dans l'amplification et la généralisation de la répression. Car, ce

n'est pas la persistance du caractère médiéval ou l'opposition de l'islam à la modernité qui explique la montée de l'intégrisme , c'est l'impasse dans laquelle se trouve le projet de modernité arabe ou musulman , en raison de la dégradation des systèmes socio-politiques et de l'arrêt du progrès réel, qui expliquent l'engouement de larges secteurs de l'opinion musulmane , jadis modernistes, pour des interprétations militantes , anti-pouvoir et anti-occidentales .Exclus du système et des valeurs de la modernité ( liberté, égalité et fraternité), ces secteurs se retournent à la religion pour y puiser des repères d'action et d'identification indispensables à toutes harmonisation.

La religion apparaît ici comme la ressource d'un monde sans ressource.

Priver ce monde d'exclus du droit d'utiliser cette ressource morale ne l'aide pas mieux à s'intégrer dans la modernité.

## Conclusion :

A travers cette étude, nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'incompatibilité réelle entre l'Islam et la Laïcité. Tout d'abord nous avons mis en relief l'importance géopolitique des pays musulmans compte tenu de leurs emplacements respectifs au sein de la mosaïque des Etats sur le globe. Ensuite, les interprétations de la religion à des fins constitutionnelles de ces pays traduisent une grande diversité, amplifiée par les différentes écoles de l'Islam. Même l'OCI a essayé de définir des critères « communs » à un Etat musulman sans succès tellement sont complexes les caractéristiques de ces derniers. En revanche, le point commun souligné, est l'impact de l'Islam, de la religion sur la constitution et les règles de ces pays. Les relations et liens entre religion et Etat nous ont montré par ses différentes interprétations que l'UMMA, base doctrinale de l'Islam n'était pas encore réussie et ne permettent pas ainsi d'avoir une vision commune. Dans l'ensemble des pays musulmans, les rapports entre la religion et l'Etat- constitution, est une problématique récente, source de divergence et de problème internes. Cette interrogation a, en réalité, créé une atmosphère peu fertile et de rejet, à ce que l'on appelle laïcité dans un vocabulaire occidental. Ce rejet a naturellement une forte implication d'ordre sociétale au sein des différentes couches de leurs populations. Dans la culture de ces pays, au sein des Etats et société musulmane nous constatons une **prévalence du transmis**, de l'héritage sur ce que nous appelons communément, en Occident, le **Raisonné**. En quelques mots, les pratiques et l'imaginaire restent encore trop interdépendants dans les règles des sociétés de ces pays. Cet imaginaire guide non seulement les comportements individuels mais surtout guide la conception des lois, des constitutions parfois dans leurs intégralités.

Les différentes analyses de la laïcité, nous montrent qu'il est irréfléchi de vouloir appliquer un modèle occidental, de manière universel, sur un pays, une société imprégné par l'Islam depuis des siècles. (la Turquie en est l'exemple parfait).

En revanche, il est souhaitable de définir le périmètre d'application des règles et lois au sein de ces pays, en distinguant pour leurs domaines d'action, la « sphère publique » tout en laissant une certaine indépendance à ce qui appartient à la « sphère privée », c'est à dire sans négliger le respect et l'implication de la religion, l'Islam.

Or, ce processus n'est possible que si les Musulmans dans leurs totalités, décident par une démarche volontaire, d'une part d'éliminer toute interprétation déformée et abusives des textes de base (Coran ou Haddiths) par un retour au message initial, et d'autre part de développer la liberté intellectuelle qui seule autorisera cette remise en question.

Pour ces pays musulmans, le processus de mondialisation leur impose des enjeux de taille qui leurs permettront d'accéder à la modernité et d'évoluer vers une stabilité économique, sociale et politique. Le retard constaté dans moult domaines (éducation, statut de la femme, recherche , industrie etc) ne pourra être comblé que par cette mutation intellectuelle qui est l'outil, l'initiateur qui se traduit par le mot : Laïcité.

Les enjeux de ces pays musulmans sont d'ordre sociaux et mondiaux ,c'est pourquoi la montée récente de l'Islamisme extrémiste doit être combattue. Cette lutte interne , demande un effort de la part de ces pays musulmans , et exige des puissances occidentales de ne plus perpétuer la vision de peur de l'Islam ou « péril vert » qu'ils entretiennent au travers des médias. Ce processus intellectuel et moral menée de concert par nos deux camps, permettra de mettre en exergue non pas que les lacunes mais surtout d'exploiter les richesses que l'islam peut apporter à tous ces pays dans l'accès à la modernité , mais par la voie de la Laïcité.

La laïcité ou le sécularisme doit donner naissance à un Islam ouvert et basé sur l'itidjihad.

Rien n'est incompatible, et je pense que l'essentiel de la problématique a été parfaitement exprimé par l'anthropologue et psychanaliste Marek CHEBEL dans un article de EL WATAN , en janvier 2000. A un journaliste qui lui posait la question :

***« Ne pensez vous pas qu'il est urgent de régler le problème de laïcité en terres d'Islam aux prises souvent avec des conflits religieux graves ? »***

Ce dernier répondait :

***« Il y a des pays musulmans ou la maturité politique est encore fraîche et ou il est difficile , voire dangereux de parler de laïcité. Cependant , pour atteindre cette maturité politique , l faut développer un militantisme intellectuel. Autrement dit il faut que la société civile pousse les gouvernants et le clergé moral à se poser ce genre d'interrogation. La laïcité est une question qui advient plus qu'elle ne se décrète. La Laïcité est l'implication de l'Islam dans la modernité .Ce n'est pas uniquement la séparation des pouvoirs , car celle-ci n'est pas suffisante ».***

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>
----------------------

**Références bibliographiques :**

CHAUPRADE Aymeric-« *Introduction à l'analyse géopolitique* »-ISBN- juillet 99

VATIKIOTIS Pj-« *L'Islam et l'Etat* »-Edition Gallimard – 1992

BOZDEMIR Michel- « *Islam et laïcité* »-Edition L'Harmattan

KEPEL Gilles - « *La Revanche de Dieu* »-1991

**Ouvrages collectifs- Articles :**

LAMCHICHI Abderrahim-« *Islam-occident : la confrontation* »- Confluences méditerranée n°16-hiver 95-96

BISTOFLI Robert- « *l'islam et la cité –l'islam dans la cité* »- p7- Confluences méditerranée n°32-hiver 99-2000

LAHOUARI Addi - « *La laïcité ; Malentendus et Représentations* »- p35 - Confluences méditerranée n°32-hiver 99-2000

COSTA-LASCOUX Jacqueline- « *Les arabesques de l'islam dans l'architecture laïque française* »- p 131- Confluences méditerranée n°32-hiver 99-2000

GHALION Burham – « *Islam, modernité et laïcité- les sociétés arabes contemporaines* »-p50- Confluences méditerranée n°33- Printemps 2000

BENCHENANE Mustapha-« *Religion et politique* »-Revue de la défense nationale

IHESI – Département des actions internationales– « *L'Islam sans un espace laïque* » Colloque des 22 et 23 juin 2000

BAUBEROT Jean – « *La laïcité- Evolutions et enjeux* »- Dossier d'actualités mondiale n°768-La documentation française –juin 1996

CORM Georges-« *Dynamiques identitaires et géopolitiques dans les relations entre le Monde arabe et l'Europe* »-Revista Cidob- d'affaires internationaux 43-44-déc98-janvier 99

JAHAL ALEAZM Sadik-« *Sur l'islam, la laïcité et l'occident* »-p 16-17-Le Monde diplomatique- sept 99

CHEBEL Marek « *La Laïcité est l'implication dans la modernité* »-journal EL WATAN-janvier 2001

BOUZEGHRANE Nadjia- « *L'islam a besoin d'être réformé* »-rapport de conférence internationale terres d'Europe – UNESCO-janvier 2000

ANSAF Ali –« *Islam et démocratie- L'équation impossible* »-p38-Courrier International n°497-11/17 mai 2000

HATHOUT Maher-« *La foi islamique mène au choix de la démocratie* »- p39-Courrier International n°497-11/17 mai 2000

ADLER Alexandre – «*Quand naître la démocratie des musulmans* »- p 8 - Courrier International n°497-11/17 mai 2000

LISLALI Ahmet Taner – « *La laïcité en Turquie d'hier et d'aujourd'hui* »- Dossier OLUSUM( genèse n° 58/9-59

BENCHENANE Mustapha – « *Turquie ambiguë* »- Revue de la défense nationale

BESSION Frédérique Jeanne – « *La montée de l'islamisme en Turquie : dysfonctionnement de la laïcité à la turque* »-Hérodote-( [www.geocities.com](http://www.geocities.com))

BENCHENANE Mustapha- « *Méditerranée : L'islamisme , menace pour les musulmans* »- Revue de la défense nationale

BENCHENANE Mustapha-« *Pourquoi ont-ils peur de l'Islam* »- p 50-ARABIES – Février 95